

les membres anglais et écossais de ce corps à émettre un vœu en faveur d'un tarif différentiel. Cette proposition souleva la protestation d'un brave Ecossais, qui dit : " Nos amis des colonies devraient comprendre que le sentiment est une chose et que les affaires sont une autre chose." Remarquons aussi l'attitude étrange des chefs des deux partis, qui ont peur de montrer sous son vrai jour la politique de M. Chamberlain. Je suis heureux de dire en présence de l'honorable ministre de l'Intérieur (M. Sifton) que la première déclaration intelligible faite à ce sujet par un homme d'Etat canadien est celle qu'il fit lorsqu'il montra au peuple du Canada, dans son discours au Club Canadien, l'automne dernier, quelles seraient les conséquences de la politique de M. Chamberlain.

Ceux qui veulent se rendre compte du mal que peut faire un sentiment factice n'ont qu'à reporter leurs souvenirs au temps de la guerre de l'Afrique du Sud. A un certain temps, si quelqu'un au Canada—pas en Angleterre, car en Angleterre on a la liberté de la parole—osait se lever pour dire que la guerre de l'Afrique du Sud était injuste, on l'accusait de trahison. J'ai moi-même éprouvé quelques désagréments à cet égard. La guerre de l'Afrique du Sud était acceptée partout comme une croisade en faveur de la justice et de l'égalité, et c'était une hérésie entachée de trahison que de prétendre le contraire. Maintenant que la guerre est finie, le peuple commence à arracher ce voile d'hypocrisie; il constate que le dernier mot de la guerre est l'introduction, sous le drapeau britannique, de l'esclavage jaune dans le Sud-Africain. Et ceux, Canadiens ou Anglais, qui ont désapprouvé cette guerre, n'ont pas lieu de rougir de ce qu'ils ont fait. C'est en ma qualité de sujet britannique, titre dont je suis fier, et de Canadien dévoué envers le Canada d'abord et la Grande-Bretagne ensuite—dévoué en premier lieu au pays de ma naissance et au peuple que je représente ici—c'est comme Canadien et sujet britannique désireux de vivre en bons termes avec la Grande-Bretagne et de voir ce pays, qui est le nôtre, progresser rapidement et devenir de plus en plus le plus beau joyau de la Couronne britannique—c'est parce que j'aime à voir ce pays remplir toutes les promesses de son passé et grandir et prospérer sous l'impulsion de cet esprit de liberté dont est imprégné jusqu'à l'air que nous respirions—que j'ai combattu de toutes mes forces et que je continuerai à combattre sans relâche la politique de M. Chamberlain. Ce que j'ai à dire au chef de l'opposition et avec moins de rigueur, au ministre des Finances—

M. SPROULE : Ecoutez ! écoutez !

M. BOURASSA : Oui, car sur cette question, ses actes valent mieux que ses paroles. Ce que j'ai à dire, le voici : faisons com-

prendre clairement et sans ambages, en Angleterre et ici, que le peuple canadien est disposé à aller au-devant de la Grande-Bretagne et de ses colonies pour négocier avec elles les traités de commerce les plus avantageux. Si le gouvernement tient cette ligne de conduite, il n'aura pas de plus chaud partisan que moi dans cette louable tentative. Mais c'est aussi le moment de ratifier les paroles éloquentes du premier ministre, qui a déclaré que sur ce point, comme sur tous les autres, nous devons nous occuper des intérêts canadiens avant tout, et cela du commencement à la fin.

J'espère que ce sera la dernière fois que j'entendrai dire dans cette Chambre que je suis opposé à l'allégeance britannique ou aux bonnes relations avec la Grande-Bretagne et le Canada. J'espère que ce sera la dernière fois du moins que j'entendrai tomber ces paroles des lèvres d'un homme de la valeur du leader de l'opposition. Quant aux autres, je n'en fais pas plus de cas que de ces journaux qui ont pris l'habitude de travestir la parole des hommes publics et de les peindre eux-mêmes sous de fausses couleurs, dans le seul but de chercher un succès qu'ils se sentent incapable d'atteindre en discutant loyalement les affaires de l'Etat et en disant la vérité sur les hommes publics et sur leurs véritables opinions.

En autant que mes compatriotes y sont concernés, nous sommes prêts à faire les meilleurs arrangements possibles avec la Grande-Bretagne, mais nous désirons en même temps qu'il soit bien connu que dans des affaires militaires ou politiques, nous refusons de reconnaître des intérêts supérieurs à nos propres intérêts. Le meilleur service que nous puissions rendre à la Grande-Bretagne, à notre point de vue, est de développer notre propre pays, de garder ici sa population, d'attirer l'immigration étrangère, surtout celle du Royaume-Uni. Si la Grande-Bretagne veut se réserver en Amérique une possession durable, elle ne gagnera pas son point en fermant nos manufactures pour donner du travail aux ouvriers anglais ; mais en envoyant ici la fleur de ses jeunes gens pour cultiver la terre canadienne, et ses capitaux pour mettre à profit nos forces hydrauliques, au lieu de les laisser accaparer par nos riches voisins du Sud qui cherchent à américaniser le pays.

Si la Grande-Bretagne désire consolider l'empire, elle ne réussira pas en nous demandant notre argent pour le maintien de son armée et de sa marine, ni en cherchant à enrôler dans son armée ou sa marine les jeunes gens des colonies. Tout au contraire elle assurera l'existence de l'empire au moyen d'une politique de paix et de bonne entente avec les autres peuples, et en laissant aux colonies le soin de se développer par leur propre initiative, sous le souffle énergique de cet esprit de liberté que le drapeau britannique a apporté ici, et dont nous, Canadiens-français, sommes aussi fiers que nos compatriotes anglais, à quelque partie

du
prin-
cent
latio
en r
lui-n
lie, l
cette
que
long
qui ;
le r
prun-
critic
profi